

Bonn, le dollar américain brisait dans sa chute la barrière des 200 yen et perdait près de 10 p. cent de sa valeur par rapport à cette devise, au mark allemand et au franc suisse. De plus, le Congrès américain n'est pas plus disposé à approuver le programme énergétique du président Carter qu'il ne l'était avant la rencontre de Bonn, ce qui ne permet pas de croire que la cause immédiate de l'instabilité monétaire disparaîtra. Enfin, la perspective d'un accord substantiel au terme des pourparlers du GATT à Genève semble encore plus éloignée aujourd'hui qu'elle ne l'était avant le Sommet.

Malgré tout, les raisons de l'euphorie du rédacteur en chef du *Die Zeit* étaient fondées et sont faciles à cerner. En effet, même si un jour on identifie Bonn à un échec économique, force nous sera d'admettre que l'exercice aura été un succès politique retentissant et indéniable pour l'Allemagne de l'Ouest. M. Schmidt a dominé la conférence, en partie parce qu'il la présidait, mais surtout parce qu'il était à la tête de l'économie la plus saine et la mieux gérée du monde occidental et que par sa forte personnalité il a captivé l'imagination d'un auditoire occidental en mal de leadership confiant. Pour la première fois depuis la guerre, l'Allemagne de l'Ouest a joué un rôle politique de premier plan lors d'une importante rencontre de nations occidentales. (M. Schmidt avait été la personnalité centrale du sommet de la CEE tenue à Brême 15 jours plus tôt, et cela, en l'absence des États-Unis). La consécration politique à Bonn de ce pays, dont la puissance économique était déjà reconnue, constitue une transformation de l'équilibre des pouvoirs occidental qui revêt des proportions politiques et psychologiques incommensurables.

Il faut donc envisager Bonn sous deux angles différents, encore que reliés, soit comme une séance de gestion de l'économie internationale et comme un exercice de dynamique politique.

Réalisations économiques ou échec?

Nous connaissons tous les réalisations économiques de cette Conférence: le président Carter s'est engagé une nouvelle fois à réduire de deux millions et demi de barils par jour ses importations de pétrole d'ici l'horizon 1985 et à porter au niveau du cours mondial le prix du pétrole produit aux États-Unis. Pour sa part, le premier ministre Fukuda a exprimé sa détermination de réaliser pour 1978 un taux de croissance du PNB de 7 p. cent et de limiter au niveau de 1977 le volume des exportations de son pays. Quant à M. Schmidt, il a annoncé un programme de relance de 13

millions de mark allemands, et, effectivement, une quinzaine plus tard, il télégraphiait à ses six collègues: «J'ai tenu ma promesse». Les quatre autres participants ont promis essentiellement de continuer à faire ce qu'ils faisaient, ou essayaient de faire déjà; dans le cas du Canada, cela signifie hausser sa croissance économique dans une proportion «allant jusqu'à 5 p. cent».

De plus, les Sept ont chargé leurs représentants à Genève de «mener à bonne fin, dans leurs détails, les négociations pour le 15 décembre 1978». Le communiqué final mentionnait en outre qu'«il est indispensable de poursuivre le développement de l'énergie nucléaire et qu'il faut inverser la tendance au glissement dans l'exécution des programmes électro-nucléaires». Enfin, le groupe a institué pour la première fois un mécanisme de contrôle: des représentants des sept pays doivent se réunir en décembre pour évaluer les progrès de chacun et faire rapport à leurs dirigeants respectifs.

La liste des réalisations semble être longue. Comme l'a souligné le premier ministre Callaghan à la dernière conférence de presse: «Le tout est plus grand que la somme des parties». La combinaison de toutes ces mesures devait avoir pour effet de réduire le protectionnisme, d'élargir le commerce, d'attaquer le chômage sans ranimer l'inflation et, enfin, de créer dans l'ensemble un climat de confiance susceptible d'engendrer une stabilité monétaire.

En réalité, peu de ces heureux résultats se sont produits; on pourrait rejeter cette affirmation en la qualifiant de prématurée si l'instabilité monétaire continue n'identifiait déjà Bonn à un échec sur le plan économique.

La question n'est pas de savoir ce qui n'a pas fonctionné, mais bien ce qui a mal fonctionné.

Espoirs utopiques

Dans une certaine mesure, les espoirs placés en Bonn tenaient de l'utopie. Le Sommet ne s'est jamais voulu «un organe de gestion économique mondiale» comme l'a décrit *The Economist*. Bonn n'est que le dernier modèle de croissance d'un processus enclenché il y a trois ans à Rambouillet, à la faveur d'une rencontre au cadre flou et futuriste entre les leaders mondiaux de l'époque, alors au nombre de six. Les Sept d'aujourd'hui dominant peut-être le bloc occidental, mais ne peuvent s'exprimer à sa place et encore moins se faire le porte-parole du reste du monde. Leurs réunions n'ont rien d'une institution. Il n'en sortira jamais ni traités exécutoires, ni plans d'action détaillés. Elles favorisent